

Direction du Numérique et des Systèmes d'Information

Règlement de consultation (R.C.)

MP24-25
24MP25S01
24MP25S02
24MP25S03

Acheteur:

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Assistance à la supervision, à l'exploitation des applications et services, aux tests de performances, et à l'installation, la configuration et l'administration du Système d'Information de l'ASP
Date limite de remise des plis : 02-12-2024 à 12:00

Sommaire

Article 1.	Identification de l'acheteur	4
Article 2.	Objet de la consultation	4
Article 3.	Procédure	4
Article 4.	Objet du présent règlement de la consultation	4
Article 5.	Dispositions générales	5
5.1	Allotissement et valeurs estimées du besoin	5
5.2	Règles d'attribution des lots	6
5.3	Modalités d'exécution du marché	6
5.4	Durée.....	6
5.5	Variantes	6
5.6	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	6
5.7	Clauses sociales	7
5.8	Date d'établissement, type et forme des prix.....	7
5.9	Modalités de financement	7
5.10	CCAG applicable	7
Article 6.	Forme juridique de l'attributaire	7
Article 7.	Sous-traitance.....	8
7.1	Obligations du candidat	8
7.2	Obligations du sous-traitant.....	8
Article 8.	Prévention des conflits d'intérêt (le cas échéant)	8
Article 9.	Modalités d'établissement des offres	8
9.1	Date limite de réception des offres.....	8
9.2	Délai de validité des offres	9
9.3	Contenu du dossier de consultation	9
9.4	Gestion des questions/réponses en cours de consultation :	10
9.5	Modifications de détails au dossier de consultation.....	10
9.6	Retrait du dossier de consultation (DC)	10
9.7	Remise des plis.....	10
Article 10.	Recevabilité des offres	10
Article 11.	Contenu des plis	12
11.1	Documents demandés à l'appui des candidatures	12
11.2	Éléments exigés au titre de l'offre	13
Article 12.	Agrément des candidatures et examen des offres.....	15
Article 13.	Jugement des offres	16
13.1	Critères de jugement des offres de l'accord-cadre	17
13.2	Critères de jugement des offres du marché subséquent n°1.....	19
13.3	Critères de jugement des offres du marché subséquent n°2.....	21
13.4	Critères de jugement des offres du marché subséquent n°3.....	23

Article 14.	Visite des lieux.....	24
Article 15.	Négociation	24
Article 16.	Attribution de l'accord cadre et des marchés subséquents	24
16.1	Dispositions communes à l'accord-cadre et aux marchés subséquent n°1, 2 et 3.....	24
16.2	Attribution de l'accord-cadre.....	24
16.3	Attribution du marché subséquent n° 1.....	24
16.4	Attribution du marché subséquent n° 2.....	25
16.5	Attribution du marché subséquent n° 3.....	25
Article 17.	Clauses complémentaires.....	25

Article 1. Identification de l'acheteur

ASP – Agence de services et de paiement
2 rue du Maupas
87040 Limoges cedex 1
Téléphone : 05 55 12 00 00
Télécopie : 05 55 12 05 48

Article 2. Objet de la consultation

La présente consultation concerne la passation :

- D'un accord cadre multi-attributaires (MP24-25) de prestations d'assistance à la supervision et à l'exploitation des applications et services, couvrant le suivi de projets, la mise en production, les tests de performances, la gestion ISO 27001, la supervision des niveaux de service, la gestion des incidents, ainsi que l'expertise N3 dans l'installation, la configuration et l'administration des bases de données, des sauvegardes, et du maintien opérationnel du SI de l'ASP
- De trois marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre.
 - Assistance à l'exploitation et l'intégration applicative (24MP25S01)
 - Infogérance supervision et exploitation sur procédure (24MP25S02)
 - Assistance à l'assistance à l'installation, la configuration et l'administration du Système d'Information de l'ASP (24MP25S03)

Les prestations attendues, objets de la présente consultation, sont précisées dans les pièces constitutives du présent Dossier de Consultation et notamment son CCTP.

Code CPV : 72500000

Article 3. Procédure

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

L'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, la clause de réexamen définie au CCAP de la consultation MP24-25.

Article 4. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des candidatures et des offres ;
- les documents et renseignements à fournir pour juger de la conformité des candidatures et des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

Le candidat consulté ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, en particulier pour la remise de son offre.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement et des documents qui l'accompagnent. Seule la langue française peut être utilisée. Par conséquent, tous les documents doivent être rédigés en langue française.

Le déroulement de la procédure est le suivant :

- remise des candidatures et des offres par les candidats;
- analyse des candidatures et des offres ;
- classement des offres par l'administration, conformément à l'article dédié du présent règlement de consultation ;
- attribution du ou des marché(s).

Article 5. Dispositions générales

5.1 Allotissement et valeurs estimées du besoin

Par dérogation aux dispositions de l'article L2113-11 du code de la commande publique, il n'est pas prévu de décomposition en lots (marché unique). En effet, l'allotissement de l'accord-cadre rendrait son exécution plus complexe et coûteuse.

Les prestations se décomposent comme suit

Prestations associées
Assistance à l'exploitation et à l'intégration d'applications
Assistance au support à l'exploitation d'applications
Assistance à la gestion des services et de connaissances
Pilotage, cadrage, étude de processus /activités liées à l'industrialisation et à l'exploitation des applications
Astreinte/Interventions selon des plages horaires
Phase d'initialisation du marché d'une durée de 2 mois
Supervision des services, applications et systèmes en centre de service en jours ouvrés de 07h00 à 19h00
Supervision des services, applications et systèmes en centre de service de 19h00 à 07h00
Supervision des services, applications et systèmes en centre de service en jours non ouvrés de 07h00 à 19h00
Réalisation de travaux d'exploitation N1 sur consignes en centre de service en jours ouvrés de 08h00 et 18h00
Pilotage et suivi de la prestation
Réversibilité / Transférabilité d'une durée de 2 mois
Installer, configurer et administrer les systèmes d'exploitation (Linux, Windows, Unix)
Maintien en condition opérationnelle des systèmes Solaris
Installer, configurer et administrer différents stockages de données (baie de stockage, stockage objet, virtualisation de stockage)
Installer, configurer et administrer différents supports de sauvegarde (logiciels, disque, bande)
Installer, configurer et administrer des systèmes de virtualisation de machines
Mise en place et urbanisation des datacenter (câblage, rackage des équipements systèmes)
Installer, configurer et administrer différents systèmes bases de données (oracle, postgresql, mysql, sysbase, elastic search, mongodb,....)

Installer, configurer et administrer différents serveurs d'application (apache, php, springboot, java, tomcat, glassfish, websphère...)
Installer, configurer et administrer des serveurs de gestion d'identités (ldap, fédérateur d'identité)
Installer, configurer et administrer des middleware (transport de messages synchrone/asynchrone)
Installer, configurer et administrer des produits de gouvernance des données
Installer, configurer et administrer une plateforme d'échange avec les partenaires externes (protocole d'échange, FTP, PESIT, EBICS, API management...)
Installer, configurer et administrer une plateforme container on premise ou cloud (kubernetes, helm, grafana, prometheus, argocd...)
Développement technique as code (automatisation de script ansible, terraform, shell)
Maintien en condition opérationnelle du SI pour répondre à la certification ISO (montée de version des produits, expertise auprès des équipes d'exploitation, correction des vulnérabilités, suivi finops)

5.2 Règles d'attribution des lots

Sans objet

5.3 Modalités d'exécution du marché

La présente consultation consiste en un accord-cadre unique multi-attributaire conformément aux articles R2162-1 à 6 du code de la commande publique.

Cet accord multi-attributaire sera conclu avec un maximum de 8 opérateurs économiques et a pour but de régir les modalités de passation, d'attribution et d'exécution des marchés subséquents associés.

Il sera exécuté uniquement par le biais de marchés subséquents conformément aux articles R2162-7 à 2162-12 du code susvisé dans la limite des montants maximum fixés à l'acte d'engagement.

Ces marchés subséquents seront multi-attributaire/mono-attributaires et pourront s'exécuter soit par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et 14 du code susvisé, soit à travers des prestations forfaitaires.

5.4 Durée

La durée et les modalités de reconduction du marché sont précisées dans l'acte d'engagement.

5.5 Variantes

Conformément à l'article R2151-8 1^{er} du code de la commande publique, les variantes sont interdites

5.6 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans Objet

5.7 Clauses sociales

L'accord-cadre comprend une clause d'insertion par l'activité décrite à l'article 6.2 du CCAP.

5.8 Date d'établissement, type et forme des prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis à l'article 9 du CCAP.
Le marché est exprimé en euros.

5.9 Modalités de financement

Ce marché est financé sur le budget de l'Etablissement

5.10 CCAG applicable

Le CCAG applicable est le CCAG TIC du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

Article 6. Forme juridique de l'attributaire

Dans le cadre de la présente consultation, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R 2142-22 alinéa 1 du code de la commande publique, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application des dispositions de l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements. Le fait qu'un opérateur ait présenté une candidature individuelle et comme membre d'un groupement implique de regarder ces candidatures comme irrégulières au sens de l'article L 2152-2 du code de la commande publique.

En revanche, un candidat peut se présenter à la fois en tant que candidat individuel ou membre d'un groupement et en tant que sous-traitant.

L'un des opérateurs économiques, membre du groupement, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonnera les prestations des membres du groupement (mandataire du groupement).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire de la réalisation des obligations contractuelles de chacun des membres du groupement pour l'exécution du marché.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques ou financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché (article R 2143-12 du code de la commande publique).

L'ASP se réserve la possibilité de vérifier les références fournies en contactant les personnes indiquées.

Article 7. Sous-traitance

7.1 Obligations du candidat

Conformément aux dispositions de l'article L 2193-5 et R 2193-1 du code de la commande publique, dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer, soit en complétant le formulaire officiel DC4 (déclaration de sous-traitance accessible via ce lien : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), soit en fournissant les renseignements suivants :

- la nature et l'importance des prestations qui seraient sous-traitées,
- le nom, la raison sociale, le n° SIRET (ou équivalent, pour les sociétés étrangères) et l'adresse du sous-traitant,
- le lieu d'exécution des prestations sous-traitées,
- le montant des prestations sous-traitées en euros hors taxes et les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance,
- dans le cas d'un paiement direct, la domiciliation bancaire du sous-traitant,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

7.2 Obligations du sous-traitant

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue à l'article R 2193-1 5° du code de la commande publique (soit en signant le formulaire DC4 précité, rubrique k, soit en fournissant par l'intermédiaire du candidat, une déclaration sur l'honneur signée).

Article 8. Prévention des conflits d'intérêt (le cas échéant)

Il est précisé, concernant la composition de l'équipe, que l'administration se réserve le droit d'interroger le titulaire afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du titulaire dans le cadre du présent marché.

Article 9. Modalités d'établissement des offres

9.1 Date limite de réception des offres

Les date et heure limites de réception des plis sont celles indiquées en page de garde du présent règlement de consultation.

Dans le cas de dépôts multiples faits par un même soumissionnaire, conformément à la réglementation en vigueur, dans un premier temps, seule la dernière offre reçue est ouverte. Ensuite, s'il est constaté que cet ultime envoi ne comporte qu'une partie des documents exigés, le pli précédent sera également ouvert. Au final, si les "transmissions" initiale et complémentaire(s) reçues dans le délai de remise des offres comportent l'ensemble des documents exigés par le dossier de consultation, la candidature et/ou l'offre pourront être prises en compte et analysées.

Dans le cas d'envois successifs d'un même document, c'est la dernière version reçue qui sera prise en compte.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites qui ont été fixées par l'acheteur public. Les plis reçus hors délais sont irrecevables.

9.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

9.3 Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation mis à disposition des soumissionnaires sont les suivants :

Pièce	Nom de fichier
Le présent Règlement de consultation (RC)	MP24-25_AC-0_Exploitation-Administration_RC_V1.0
• Annexe 1 relative à la dématérialisation des procédures	MP24-25_AC-1_Exploitation-Administration_RC-Démat_V1.0
• Annexe 2 « cadre de réponse technique de l'Accord-cadre »	MP24-25_AC-2_Exploitation-Administration_CRT-AC_V1.0
• Annexe 3 « cadre de réponse technique du marché subséquent n° 1 »	MP24-25_AC-3_Exploitation-Administration_CRT-MS1_V1.0
• Annexe 4 « cadre de réponse technique du marché subséquent n° 2 »	MP24-25_AC-4_Exploitation-Administration_CRT-MS2_V1.0
• Annexe 5 « cadre de réponse technique du marché subséquent n° 3 »	MP24-25_AC-5_Exploitation-Administration_CRT-MS3_V1.0
• Annexe 6 « détail quantitatif de l'accord cadre »	MP24-25_AC-6_Exploitation-Administration_Estimatif-AC_V1.0
• Annexe 7 « détail quantitatif du marché subséquent n° 1 »	MP24-25_AC-7_Exploitation-Administration_Estimatif-MS1_V1.0
• Annexe 8 « détail quantitatif du marché subséquent n° 2 »	MP24-25_AC-8_Exploitation-Administration_Estimatif-MS2_V1.0
• Annexe 9 « détail quantitatif du marché subséquent n° 3 »	MP24-25_AC-9_Exploitation-Administration_Estimatif-MS3_V1.0
Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	MP24-25_AC-10_Exploitation-Administration_CCTP_V1.0
Le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	MP24-25_AC-11_Exploitation-Administration_CCAP_V1.0
• Annexe 1 « Protection des données à caractère personnel »	MP24-25_AC-12_Exploitation-Administration_CCAP-RGPD_V1.0
• Annexe 2 « Responsabilité Sociétale des Entreprises » RSE	MP24-25_AC-13_Exploitation-Administration_CCAP_RSE_V1.0
L'Acte d'engagement	MP24-25_AC-14_Exploitation-Administration_AE_V1.0
• Annexe 1 « Bordereau de prix unitaires_BPU » de l'Accord Cadre	MP24-25_AC-15_Exploitation-Administration_AnnexeFi_V1.0
• Annexe 2 « Annexe relative à l'insertion sociale »	MP24-25_AC-16_Exploitation-Administration_AnnexeIS_V1.0
Le Cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent n° 1	MP24-25_AC-17_Exploitation-Administration_CCP-MS1_V1.0
• Annexe Financière du marché subséquent n° 1	MP24-25_AC-18_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS1_V1.0
Le Cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent n° 2	MP24-25_AC-19_Exploitation-Administration_CCP-MS2_V1.0
• Annexe Financière du marché subséquent n° 2	MP24-25_AC-20_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS2_V1.0
Le Cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent n° 3	MP24-25_AC-21_Exploitation-Administration_CCP-MS3_V1.0
• Annexe Financière du marché subséquent n° 3	MP24-25_AC-22_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS3_V1.0

9.4 Gestion des questions/réponses en cours de consultation :

Les **questions** relatives au dossier de consultation devront être **obligatoirement formulées par écrit via la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr dans le module « questions/réponses », au plus tard 9 jours avant la date de remise des offres.**

Les **réponses** seront transmises à tous les candidats préalablement identifiés ayant retiré un dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, dans le module « questions/réponses » et/ou dans le module « échanges sécurisés » de la plate-forme www.marches-publics.gouv.fr.** Tous ces candidats en sont informés par un mail de notification les invitant à télécharger les documents.

Les candidats retirant ultérieurement le DCE pourront disposer de l'ensemble des documents (DCE initial et jeux de questions/réponses) en téléchargeant les documents dans le module « **Pièces de marché** » dans la liste des documents disponibles.

NB : Les délais indiqués ci-dessus ne concernent pas les demandes liées à la transmission dématérialisée des offres sur le site www.marches-publics.gouv.fr. A tout moment et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

9.5 Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

9.6 Retrait du dossier de consultation (DC)

Il est fait application des articles R 2132-2 à R 2132-6 du code de la commande publique.

L'ASP dispose d'une plate-forme de dématérialisation des marchés publics accessible sur Internet à l'URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les modalités de retrait sont décrites à l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

9.7 Remise des plis

Dans le cadre de la présente consultation, pour la remise des plis, en application de l'article R 2132-7 du code de la commande publique, seul le mode de transmission par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr est autorisé conformément aux modalités décrites dans l'annexe 1 au présent RC relative à la dématérialisation.

Article 10. Recevabilité des offres

Les offres :

- arrivées après la date et l'heure limites imparties pour la remise des offres, éventuellement reportées ;
- provenant de groupements d'opérateurs économiques ayant été modifiés dans des conditions contraires à l'article dédié du présent règlement de la consultation ;

- inappropriées, inacceptables ou irrégulières in fine, au sens des dispositions des articles L 2152-2 à L 2152-4 du code de la commande publique ;
 - signées, le cas échéant, et paraphées par une personne non habilitée à engager la société ;
- seront rejetées et ne seront pas classées.**

Article 11. Contenu des plis

11.1 Documents demandés à l'appui des candidatures

A l'appui de leur candidature, et pour chaque lot concerné les candidats individuels ou groupés doivent obligatoirement produire les éléments suivants.

Formulaire / document	Observations	Attendus
DECLARATION DU CANDIDAT		
DC1 « Lettre de candidature »	Une même personne physique ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché (art.R2142-4 du code de la commande publique) Un opérateur économique peut recourir aux capacités d'autres opérateurs (art. R2142-3 du code de la commande publique) En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.	A produire Téléchargeable au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat
DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement »	En cas de groupement : Fournir 1 formulaire DC2 pour chaque membre du groupement.	
DC4 « déclaration de sous-traitance »	Si une sous-traitance est connue au moment de l'offre, fournir le DC4.	
Pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat	Notamment : Numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE ou une structure compétente pour les entreprises étrangères, Délégations de signature,...	A produire
CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES		
Parmi vos références, les 3 références que vous jugez les plus pertinentes pour illustrer les types de prestations décrites dans un contexte de transformation digitale	Indiquer le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	A produire

En application de l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME

Si un opérateur économique participe à titre individuel, mais recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, il doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct pour chaque entité à laquelle il fait appel, à savoir les informations demandées dans

les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment rempli et signé par les entités concernées et dans la mesure où cela est pertinent, au vu des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours, les parties IV et V.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

Le DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://espd.eop.bg/espd-web/filter?lang=fr>

Le DUME est rédigé en français par les opérateurs économiques.

Ces pièces permettent de vérifier la recevabilité des candidatures.

11.2 Eléments exigés au titre de l'offre

A l'appui de leur offre, les candidats doivent produire les éléments suivants :

Pour l'Accord Cadre :		
Pièce Nom de fichier	Attendus	Observation
Acte d'engagement de l'accord-cadre <i>MP24-25_AC-14_Exploitation-Administration_AE_V1.0</i>	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe financière de l'accord-cadre <i>MP24-25_AC-15_Exploitation-Administration_AnnexeFi_V1.0</i>	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Annexe insertion <i>MP24-25_AC-16_Exploitation-Administration_AnnexeIS_V1.0</i>	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	Ce document contractualise les engagements en termes d'insertion sociale et identifie les référents.
Estimatif de l'accord-cadre <i>MP24-25_AC-6_Exploitation-Administration_Estimatif-AC_V1.0</i>	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe financière de l'AC	Ce document est uniquement destiné au jugement du critère prix
Mémoire technique de l'accord-cadre <i>MP24-25_AC-2_Exploitation-Administration_CRT-AC_V1.0</i>	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 2 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCTP, en répondant point par point aux critères n°2 à 4
Le plan d'assurance sécurité	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP décrit à l'article 30 du CCAP	

Pour Marché Subséquent N° 1		
Pièce Nom de fichier	Attendus	Observation
CCP valant acte d'engagement du MS1 MP24-25_AC-17_Exploitation-Administration_CCP-MS1_V1.0	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe financière du MS1 MP24-25_AC-18_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS1_V1.0	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Mémoire technique du MS1 MP24-25_AC-3_Exploitation-Administration_CRT-MS1_V1.0	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 3 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCP, en répondant point par point au critère n°2. Pour chaque sous-critère demandé, toute note égale à 0 est éliminatoire.
Estimatif du MS1 MP24-25_AC-7_Exploitation-Administration_Estimatif-MS1_V1.0	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe financière du MS1	Ce document est uniquement destiné au jugement du critère n°1
Pour Marché Subséquent N° 2		
Pièce Nom de fichier	Attendus	Observation
CCP valant acte d'engagement du MS2 MP24-25_AC-19_Exploitation-Administration_CCP-MS2_V1.0	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe financière du MS2 MP24-25_AC-20_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS2_V1.0	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Mémoire technique du MS2 MP24-25_AC-4_Exploitation-Administration_CRT-MS2_V1.0	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 4 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCP, en répondant point par point au critère n°2. Pour chaque sous-critère demandé, toute note égale à 0 est éliminatoire. Un non-respect des exigences formulées dans le CCP aux paragraphes 3.5.1 (Exigences sur les langues) et 3.5.3 (Exigences sur la localisation du Centre de Services) est éliminatoire.
Estimatif du MS2 MP24-25_AC-8_Exploitation-Administration_Estimatif-MS2_V1.0	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe financière du MS2	Ce document est uniquement destiné au jugement du critère n°1

Pour Marché Subséquent N° 3		
Pièce	Attendus	Observation
CCP valant acte d'engagement du MS3 MP24-25_AC-21_Exploitation-Administration_CCP-MS2_V3.0	A compléter en utilisant <u>impérativement</u> le modèle fourni par l'ASP.	La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre, celle-ci valant engagement du candidat à signer le marché s'il est attributaire. Toutefois, la signature préalable est conseillée afin de prévenir les risques de retard lors de la notification.
Annexe financière du MS3 MP24-25_AC-23_Exploitation-Administration_AnnexeFi-MS3_V1.0	A compléter en renseignant les prix proposés	Ce document contractualise les prix proposés
Mémoire technique du MS3 MP24-25_AC-5_Exploitation-Administration_CRT-MS3_V1.0	Respecter <u>obligatoirement</u> le cadre de mémoire figurant à l'annexe 5 au RC	Permet au candidat de présenter la compréhension des exigences du CCP, en répondant point par point aux critères n°2
Estimatif du MS3 MP24-25_AC-9_Exploitation-Administration_Estimatif-MS3_V1.0	A remplir en reportant les prix proposés dans l'annexe financière du MS3	Ce document est uniquement destiné au jugement du critère n°1

Article 12. Agrément des candidatures et examen des offres

Il est fait application des articles R 2144-1 à R 21441-7 de la commande publique pour l'agrément des candidatures et des articles R 2152-1 et R 2152-2 pour l'examen des offres.

Les offres **irrégulières**, **inacceptables** ou **inappropriées**, après mise en œuvre ou non (au choix de l'administration) d'une procédure de régularisation conformément aux dispositions du code de la commande publique, seront éliminées :

- est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale ;
- est inacceptable une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation.

Article 13. Jugement des offres

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R2152-6, R2152-7 et R2152-12 du code de la commande publique, en fonction des critères pondérés énoncés ci-après

Des appréciations seront mises en fonction des notes obtenues. Elles s'appliquent de fait à l'ensemble des marchés subséquents découlant de cet accord-cadre, sauf indications spécifiques portées par ces derniers.

Appréciation	Note	Description
Très insuffisant	0	Les éléments sont manquants ou ne répondent pas au besoin
Insuffisant	2	Les dispositions associées au critère sont abordées, mais ne répondent pas aux attentes exprimées. L'information fournie pour le critère est insuffisante, trop lacunaire et/ou se limite à la fourniture de prestations standards sans apporter une réponse claire et suffisamment précise à la demande. L'information fournie traduit un sous-dimensionnement manifeste de la réponse par rapport au besoin ou des inconvénients prépondérants
Partiellement insuffisant	4	Les dispositions associées au critère sont abordées, mais ne répondent que partiellement aux attentes: délai insuffisant, réponse partielle aux besoins, nécessité significative d'adaptation au contexte.
Satisfaisant	6	Les dispositions associées au critère sont abordées mais répondent aux attentes minimales sans présenter toutefois d'avantage particulier/discriminant par rapport aux besoins exprimés dans le(s) CCTP/CCP
Très Satisfaisant	8	Les dispositions associées au critère sont détaillées, répondent aux attentes et présentent un ou des avantages particuliers par rapport aux besoins exprimés dans le(s) CCTP/CCP, sans toutefois tomber dans la surqualité ou la surqualification
Excellent	10	Les dispositions associées au critère sont détaillées, répondent aux attentes avec un avantage prépondérant ou beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux besoins exprimés dans les CCP, sans toutefois tomber dans la surqualité et ou surqualification.

13.1 Critères de jugement des offres de l'accord-cadre

Les critères de jugement des offres de l'accord-cadre sont :

- Critère n°1 : Prix (30%)
- Critère n°2 : Compréhension du besoin (10%)
- Critère n°3 : Gestion des ressources (20%)
- Critère n°4 : Adaptation des ressources aux attentes (30%)
- Critère n°5 : Développement durable (10%)

Critère n°1 : « Prix » (30%) Le critère « prix » est analysé à partir des prix renseignés dans l'AF et DQE
Scénario de commande du DQE – 30 points Le critère d'appréciation est le montant total en euros HT calculé à partir des TJM et horaires plafonds proposés sur la base de profils imposés. Le candidat obtenant le montant total le plus bas se voit attribuer la meilleure note, soit 40. Les autres candidats sont notés en proportion de leur écart par rapport à cette référence selon la formule suivante : $\text{Note} = 40 \times \frac{\text{montant le plus bas}}{\text{montant du candidat noté}}$
Critère n°2 : « Compréhension du besoin » (10%) Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le cadre de réponse technique (CRT)
Sous-critère n°2.1 : Analyse du contexte de l'ASP et capacité à répondre au besoin – 5 points Ce sous-critère est apprécié à partir de la capacité du candidat à reformuler le besoin et les attentes de l'ASP, à mettre en exergue les facteurs de réussite sur chacune des prestations et à exposer les bénéfices dont profitera l'ASP si le candidat est retenu.
Sous-critère n°2.2 : Risques identifiés et solutions proposées – 5 points Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à présenter les risques identifiés sur les types de prestations attendues et à exposer les solutions à apporter pour gérer ces risques.
Critère n°3 : « Gestion des ressources » (20%) Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le CRT
Sous-critère n°3.1 : Politique de recrutement, de formation, de fidélisation – 10 points Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à proposer une politique interne de gestion des ressources humaines favorisant l'épanouissement, la montée en compétences et la reconnaissance des collaborateurs dans un schéma s'inscrivant dans la durée. Il est demandé au candidat de décrire les moyens et l'organisation qui lui permettent d'assurer les montées en compétence de manière à ce que la ressource sélectionnée soit opérationnelle et autonome sur les domaines de prestations du marché.
Sous-critère n°3.2 : Gestion du turn-over et modalités de recouvrement des compétences – 10 points Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à proposer une gestion du turn-over et des modalités de recouvrement contribuant à minimiser les impacts négatifs pour l'ASP. La présentation des moyens de capitalisation des connaissances pour les diverses ressources internes du titulaire, ainsi qu'à destination de l'ASP
Critère n°4 : « Adaptation des ressources aux attentes » (30%) Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le CRT
Sous-critère n°4.1 : Pilotage, reporting, organisation des prestations à réaliser et accompagnement de l'ASP pour garantir une réalisation optimale des missions confiées sur sites ASP – 10 points Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à présenter son mode de fonctionnement dans le cadre d'une intervention sur sites ASP afin que l'ASP puisse comprendre ses principes et apprécier son adéquation et son adaptation au propre fonctionnement des équipes internes ASP.
Sous-critère n°4.2 : Capacité à monter en charge sur sites ASP (risques et remédiations envisagés) – 10 points Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à proposer des solutions immédiates et pérennes

<p>permettant de répondre à différents scénarios de montée en charge des équipes sur sites ASP.</p>
<p><u>Sous-critère n°4.3</u> : Capacité à mettre à disposition un Centre de Services mutualisé » et « dédié » (démarche, dispositif organisationnel, adéquation des ressources, localisation géographique du Centre de Services principal et secondaire, risques et remédiations envisagés....) – 10 points</p> <p>Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à mettre à disposition un Centre de Services permettant de répondre aux deux typologies de Centre de Services souhaitées par l'ASP.</p>
<p style="text-align: center;">Critère n°5 : « Développement durable » (10%)</p> <p style="text-align: center;">Les sous-critères sont analysés à partir des éléments renseignés dans l'annexe « Développement durable »</p>
<p><u>Sous-critère n°5.1</u> : Aspects sociaux et sociétaux en lien avec la réalisation des prestations (dont modalités de réalisation de la clause sociale) – 5 points</p> <p>Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à contribuer de manière significative à la construction de parcours professionnels structurants pour des catégories de personnes éloignées de l'emploi grâce aux prestations lui étant confiées et sa capacité à y intégrer les thématiques d'égalité et de protection des salariés.</p>
<p><u>Sous-critère n°5.2</u> : Impacts environnementaux en lien avec la réalisation des prestations – 5 points</p> <p>Le critère d'appréciation est la capacité du candidat à intégrer dans les modalités de réalisation des prestations lui étant confiées la préservation des ressources et la limitation des impacts (directs et indirects) sur l'environnement notamment en termes énergétique, d'approvisionnement et de déplacements.</p>

Pour chaque soumissionnaire :

- Les notes obtenues à chaque sous-critère sont additionnées de manière à obtenir une note par critère ;
- les notes obtenues pour chaque critère sont additionnées pour obtenir une note finale sur 100 points.

13.2 Critères de jugement des offres du marché subséquent n°1

Les critères de jugement des offres du marché subséquent n°1 sont les suivants :

- Critère n°1 : Prix (30%)
- Critère n°2 : Qualité technique (70%)

L'attention des candidats est portée sur le fait que, pour chaque sous-critère demandé, toute note égale à 0 est éliminatoire.

Critère n°1 : « Prix » (30%)
Le critère « prix » est analysé à partir des prix renseignés dans l'AF et DQE
Critère n°1: scénario de commande du DQE – 30 points
<p>Le critère d'appréciation est le montant total en euros HT calculé à partir du scénario de commande sur la base d'un sous ensemble de profils imposés.</p> <p>Pour ce critère, le candidat obtenant le montant total le plus bas se voit attribuer la meilleure note, soit 30. Les autres candidats sont notés en proportion de leur écart par rapport à cette référence selon la formule suivante :</p> $NC = 30 \times \text{montant le plus bas} / \text{montant du candidat noté}.$ <p>La note « Valeur financière » est égale à NC.</p>
Critère n°2 : «Qualité technique» (70%)
Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le CRT
Sous-critère n°2.1: Compréhension globale du projet – 8 points
<ul style="list-style-type: none">• Compréhension des enjeux du marché : il présente la synthèse de son offre et de sa compréhension des attentes exprimées dans le CCP. Il montre notamment sa compréhension du contexte et des enjeux (4 points) ;• Identification des risques et mitigations associées pour y remédier, ainsi que les prérequis nécessaires (4 points).
Sous-critère n°2.2 : Capacité du candidat à proposer et mobiliser des profils en adéquation avec les exigences du marché subséquent et les hypothèses de volume et de lieu de commande du scénario financier - 20 points
<ul style="list-style-type: none">• La capacité de mise à disposition d'une ressource selon la localisation des interventions (6 points) ;• La procédure de réponse, en cas de remplacement inopiné, en accord avec les engagements de délais de réponse de l'ASP (6 points);• La capacité du titulaire à prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation suivante : services fournis ne répondant pas aux exigences contractuelles (4 points);• La capacité à répondre aux sollicitations de l'ASP en cas de défaillance d'un autre titulaire en multi attribution (règle d'attribution en cascade) du présent marché subséquent (4 points).
Sous-critère n°2.3 : Présentation des moyens humains consacrés au marché et des compétences mise en œuvre - 20 points :
<p>Présentation des CV type par typologie de prestations et de profils/séniorité : compétences, qualification, certification, expérience et exemples de prestations similaires en lien avec le marché ; il est demandé au candidat de fournir 1 CV par profil en précisant le nombre de profils mobilisables pour les prestations du marché :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Technicien d'exploitation (2 points) ;○ Analyste d'exploitation (4 points) ;○ Expert d'exploitation (2 points) ;○ Administrateur d'exploitation (4 points) ;○ Chef de projet (4 points) ;○ Gestionnaire de service et de connaissances (4 points).

Sous-critère n°2.4 : Gestion des ressources - 7 points

Capacité du candidat à gérer le turnover et pallier aux absences inopinées

Sous-critère n°2.5 : Méthodologie, dispositif organisationnel et qualité de la proposition du candidat pour la prestation 8 - 10 points :

Cas d'étude autre que client ASP: le soumissionnaire rédige un retour d'expérience sur un projet d'une étude de processus lié à l'industrialisation et à l'exploitation des applications, chiffré aux alentours de 10 jours, qui lui paraît le plus proche de la prestation 8 prévue au MS1 et du contexte ASP, et sur lequel il a capacité à illustrer ses méthodes et ses savoir-faire

- Décrire le contexte et les enjeux (1 point) ;
- Expliquer comment le projet a été chiffré, sur la base de quels accélérateurs construits a priori, quelles métriques et quelles hypothèses (1 point) ;
- Détailler l'équipe et les CV (2 points) ;
- Quels sont les prérequis nécessaires (1 point) ;
- Quels sont les facteurs clef de succès de ce projet ? (1 point) ;
- Quels sont les écueils et les parades ? (1 point) ;
- Quels sont les 3 points forts de cette prestation ? (1 point) ;
- Quels sont, selon votre expérience, les principaux risques et mitigations associés au projet ? (2 points).

Le soumissionnaire s'attache à dégager un bilan sincère et critique de son projet. Il détaille en particulier et ceci après une prise de recul suffisante, de quelle façon les hypothèses faites en phase commerciale ont été ou non avérées. Il peut s'agir d'un écart constaté, en sa faveur ou en sa défaveur, entre la proposition amont et la réalité terrain (un chiffrage plus ou moins ajusté, un nombre de jours alloués plus ou moins réaliste).

Sous-critère n°2.6 : Présentation des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi du marché et son pilotage - 5 points :

Il est demandé au candidat de décrire notamment les éléments suivants :

- Le suivi des facturations (2 points) ;
- Le suivi des exécutions des prestations (2 points) ;
- Le pilotage du marché en présentant les acteurs de la gouvernance et les instances de pilotage (1 point).

Pour chaque soumissionnaire :

- Les notes obtenues à chaque sous-critère sont additionnées de manière à obtenir une note par critère ;
- les notes obtenues pour chaque critère sont additionnées pour obtenir une note finale sur 100 points.

13.3 Critères de jugement des offres du marché subséquent n°2

Les critères de jugement des offres du marché subséquent n°2 sont les suivants :

- Critère n°1 : Prix (40%)
- Critère n°2 : Qualité technique (60%)

L'attention des candidats est portée sur le fait que, pour chaque sous-critère demandé, toute note égale à 0 est éliminatoire.

Critère n°1 : « Prix » (40%)	
Le critère « prix » est analysé à partir des prix renseignés dans l'AF et DQE	
Critère n°1: scénario de commande du DQE – 40 points	
Le critère d'appréciation est le montant total en euros HT calculé à partir du scénario de commande sur la base d'un sous ensemble de profils imposés.	
Pour ce critère, le candidat obtenant le montant total le plus bas se voit attribuer la meilleure note, soit 50. Les autres candidats sont notés en proportion de leur écart par rapport à cette référence selon la formule suivante :	
$NC = 50 \times \text{montant le plus bas} / \text{montant du candidat noté}.$	
La note « Valeur financière » est égale à NC.	
Critère n°2 : «Qualité technique» (60%)	
Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le CRT	
Sous-critère n°2.1 : Compréhension globale du projet - 5 points	
<ul style="list-style-type: none">• Compréhension des enjeux du marché : il présente la synthèse de son offre et de sa compréhension des attentes exprimées dans le CCP. Il montre notamment sa compréhension du contexte et des enjeux (1 point) ;• Atouts dont dispose le candidat : il justifie les atouts et expériences de sa société qu'il compte mettre en avant au travers de sa proposition pour satisfaire au CCP (2 points) ;• Identification des risques et mitigations associées pour y remédier, ainsi que les prérequis nécessaires (2 points).	
Sous-critère n°2.2 : Qualité technique de la méthode d'exécution liée à la prestation d'initialisation et prise en charge – 5 points	
<ul style="list-style-type: none">• La description par le candidat de sa démarche pour exécuter ladite prestation P0 ainsi que sa méthode (2 points) ;• Le dispositif organisationnel (dont le planning) qu'il se propose de mettre en place pour mener à bien cette prestation ainsi que le pilotage afférent (2 points) ;• Le profil des intervenants pressentis pour réaliser la prestation (compétences, qualification, certification, expérience et exemples de prestations similaires) et le dispositif proposé (1 point).	
Sous-critère n°2.3 : Qualité technique de la méthode d'exécution liée à la prestation de supervision en Heures Ouvrées et Heures Non Ouvrées – 15 points	
<ul style="list-style-type: none">• La description par le candidat de ses démarches distinctes pour exécuter les prestations P1 à P3 ainsi que sa méthode (5 points) ;• L'organisation qu'il se propose de mettre en place pour mener à bien ces prestations ainsi que le pilotage (3 points) ;• Les outils et moyens techniques utilisés pour mener à bien lesdites supervisions et pour garantir la continuité de service au sein du centre de services (Plan de Reprise d'Activité / Plan de Continuité d'Activité en cas de sinistre majeur) (5 points) ;• Le profil des intervenants pressentis pour réaliser les prestations (compétences, qualification, certification, expérience et exemples de prestations similaires) et le dispositif proposé (2 points).	

Sous-critère n°2.4: Qualité technique de la méthode d'exécution liée à la prestation de réalisation d'interventions – 5 points

- La description par le candidat de sa démarche pour exécuter ladite prestation P4 ainsi que sa méthode (3 points) ;
- Le profil des intervenants pressentis pour réaliser la prestation (compétences, qualification, certification, expérience et exemples de prestations similaires) et le dispositif proposé (2 points).

Sous-critère n°2.5: Qualité technique de la méthode d'exécution liée à la prestation réversibilité / transférabilité – 3 points

- La description par le candidat de sa démarche pour exécuter ladite prestation P5 ainsi que sa méthode (1 point) ;
- L'organisation qu'il se propose de mettre en place pour mener à bien cette prestation ainsi que le pilotage afférent (1 point) ;
- Le profil des intervenants pressentis pour réaliser la prestation (compétences, qualification, certification, expérience et exemples de prestations similaires) et le dispositif proposé (1 point).

Sous-critère n°2.6: Gestion des ressources et de la connaissance – 5 points

- La capacité du candidat à gérer le turnover et pallier aux absences inopinées (2,5 points) ;
- La présentation des moyens de capitalisation des connaissances pour les diverses ressources internes du titulaire, ainsi qu'à destination de l'ASP (2,5 points).

Sous-critère n°2.7: Niveau et justification des engagements – 7 points

- Les engagements de services (SLA) pris par le candidat vis à vis des attentes du marché subséquent concernant la prestation 1, leur description et les moyens pour les respecter (5 points) ;
- Les engagements de services (SLA) pris par le candidat vis à vis des attentes du marché subséquent concernant les autres prestations, leur description et les moyens pour les respecter (2 points).

Sous-critère n°2.8: Mesures de sécurité – 15 points

- La description détaillée des mesures mises en place pour assurer la sécurité des systèmes d'information et des infrastructures physiques liés à l'exécution des prestations, notamment a minima :
 - Un dossier de sécurité, une Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI), ainsi qu'un programme de sensibilisation à la sécurité destiné à l'ensemble de ses employés (3 points) ;
 - Les dispositifs de protection contre les cybermenaces (pare-feux, antivirus, systèmes de détection des intrusions, etc.) (3 points) ;
 - Le détail des mesures de sécurité physique mises en place sur les sites de travail, incluant la protection contre les intrusions, la vidéosurveillance, et le contrôle d'accès aux locaux (2 points) ;
 - Les autres dispositifs de sécurité (2 points).
- La description des deux types de scénarios en termes d'environnement de travail au sein du centre de services, notamment :
 - En centre de services avec des intervenants « mutualisés » et une séparation logique du réseau dédié aux prestations ASP (2,5 points) ;
 - En centre de services avec des intervenants « mutualisés » ou « dédiés », avec une séparation logique du réseau dédié aux prestations ASP **ET** un espace de travail cloisonné et accessible uniquement aux intervenants habilités à travailler avec l'ASP (2,5 points).

Pour chaque soumissionnaire :

- Les notes obtenues à chaque sous-critère sont additionnées de manière à obtenir une note par critère ;
- Les notes obtenues pour chaque critère sont additionnées pour obtenir une note finale sur 100 points.

13.4 Critères de jugement des offres du marché subséquent n°3

Les critères de jugement des offres du marché subséquent n°3 sont les suivants :

- Critère n°1 : Prix (40%)
- Critère n°2 : Qualité technique (60%)

Critère n°1 : « Prix » (40%)
Le critère « prix » est analysé à partir des prix renseignés dans l'AF et DQE
Critère n°1: scénario de commande du DQE – 40 points
Le critère d'appréciation est le montant total en euros HT calculé à partir du scénario de commande sur la base d'un sous ensemble de profils imposés.
Pour ce critère, le candidat obtenant le montant total le plus bas se voit attribuer la meilleure note, soit 40. Les autres candidats sont notés en proportion de leur écart par rapport à cette référence selon la formule suivante :
$NC = 40 \times \text{montant le plus bas} / \text{montant du candidat noté}.$
La note « Valeur financière » est égale à NC.
Critère n°2 : «Qualité technique» (60%)
Les sous-critères sont analysés à partir des éléments remis dans le CRT
Sous-critère 2.1 : Compréhension globale du projet et capacité du titulaire à proposer/mobiliser des profils en adéquation avec les exigences du marché – 6 points
<ul style="list-style-type: none">• la compréhension des enjeux du marché : il présente la synthèse de son offre et de sa compréhension des attentes exprimées dans le CCP. Il montre notamment sa compréhension du contexte et des enjeux - 1 point ;• la présentation des moyens mis en œuvre pour assurer le suivi du marché et son pilotage - 1 point ;• la capacité de mise à disposition d'une ressource selon la localisation des interventions, avec la faculté laissée d'exécuter les prestations à distance dès lors que l'intervenant est dans un rayon de moins d'une heure pour intervenir dans les locaux de l'ASP Limoges - 1 point ;• la capacité à changer une ressource jugée inadaptée par l'ASP - 1 point ;• la capacité à répondre aux sollicitations de l'ASP en cas de défaillance d'un autre titulaire en multi attribution (méthode en cascade) du présent marché subséquent - 1 point ;• la capacité du titulaire à gérer le turnover et pallier aux absences inopinées - 1 point.
Sous-critère 2.2 : Présentation des moyens humains consacrés au marché et des compétences mises en œuvre – 54 points
Le titulaire doit proposer un profil par prestation (P1 à P13) et par séniorité en précisant le niveau de qualification ou de certification de chaque profil. Il est donc attendu au minimum 26 profils différents (2*13).
Il distingue sa réponse comme suit :
<ul style="list-style-type: none">• prestation « P13 : Installer, configurer et administrer une plateforme container On Premise ou Cloud » - 5 points ;• prestation « P2 : Maintien en condition opérationnelle des systèmes Solaris » - 5 points ;• prestations liées au domaine système (hormis P2) - 15 points (3 points par prestation) ;• prestations liées au domaine infrastructure (hormis P13) - 16 points (2 points par prestation) ;• quelques soit la séniorité, toutes prestations avec certification ou qualification seront bonifiées d'un point dans la limite de 13 points (nombre de prestations).

Pour chaque soumissionnaire :

- Les notes obtenues à chaque sous-critère sont additionnées de manière à obtenir une note par critère ;
- Les notes obtenues pour chaque critère sont additionnées pour obtenir une note finale sur 100 points.

Article 14. Visite des lieux

Sans objet

Article 15. Négociation

Sans objet

Article 16. Attribution de l'accord cadre et des marchés subséquents

16.1 Dispositions communes à l'accord-cadre et aux marchés subséquent n°1, 2 et 3

L'accord-cadre et les marchés subséquents N°1,2 et 4 seront attribués aux soumissionnaires retenus sous réserve de la vérification des renseignements mentionnés dans les articles R 2143-11 et R 2143-12 du code de la commande publique. Dans le cas contraire, il sera fait application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique.

16.2 Attribution de l'accord-cadre

La note finale de chaque soumissionnaire obtenue selon les modalités décrites à l'article 13.1 permet d'établir le classement final. En cas d'égalité des notes finales entre plusieurs offres, celle-ci sont classées selon leur performance sur le critère « prix ».

Seront déclarés co-attributaires de l'accord-cadre **les soumissionnaires classés dans les 8 premières positions.**

En cas d'un nombre insuffisant d'offres recevables, l'accord-cadre pourra compter moins de 8 co-attributaires.

16.3 Attribution du marché subséquent n° 1

La note finale de chaque soumissionnaire obtenue selon les modalités décrites à l'article 13.2 permet d'établir le classement final. En cas d'égalité des notes finales entre plusieurs offres, celle-ci sont classées selon leur performance sur le critère « prix ».

Seront déclarés co-attributaires du marché subséquent n°1 **les soumissionnaires classés dans les 4 premières positions**, selon les modalités suivantes :

Classement de l'offre	Co-attribution
1 ^{ère} position	Titulaire 1
2 ^{ème} position	Titulaire 2
3 ^{ème} position	Titulaire 3
4 ^{ème} position	Titulaire 4

La co-attribution ainsi obtenue définit les modalités de répartition des bons de commandes conformément aux modalités d'engagement (paragraphe 1.8) décrites dans le CCP valant acte d'engagement du marché subséquent 24MS25S01

16.4 Attribution du marché subséquent n° 2

La note finale de chaque soumissionnaire obtenue selon les modalités décrites à l'article 13.2 permet d'établir le classement final. En cas d'égalité des notes finales entre plusieurs offres, celle-ci sont classées selon leur performance sur le critère « prix ».

Sera déclaré attributaire du marché subséquent n° 2 le soumissionnaire classé n° 1

16.5 Attribution du marché subséquent n° 3

La note finale de chaque soumissionnaire obtenue selon les modalités décrites à l'article 13.4 permet d'établir le classement final. En cas d'égalité des notes finales entre plusieurs offres, celle-ci sont classées selon leur performance sur le critère « technique ».

Seront déclarés attributaires du marché subséquent n°3 **les soumissionnaires classés dans les 4 premières positions**, selon les modalités suivantes :

Classement de l'offre	attribution
1 ^{ère} position	Titulaire 1
2 ^{ème} position	Titulaire 2
3 ^{ème} position	Titulaire 3
4 ^{ème} position	Titulaire 4

L'-attribution ainsi obtenue définit les modalités de répartition des bons de commandes conformément aux modalités d'engagement (paragraphe 1.8) décrites dans le CCP valant acte d'engagement du marché 24MS25S04

Article 17. Clauses complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être demandés auprès de :

- tél. : +33 5 55 12 07 69
- courriel : appui-mp@asp-public.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Limoges - Greffe du tribunal -1 cours Vergniaud -87000 LIMOGES
Tel. +33 555339155 - Fax. +33 555339160 - Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Précisions concernant les délais d'introduction de recours :

Les recours susceptibles d'être formés pour contester la passation du marché sont les suivants :

- le référé pré-contractuel (article L551-1 du CJA), jusqu'à la signature du marché ;
- le référé contractuel (article L551-13 du CJA), dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant ;
- le recours en contestation de la validité du contrat, dans les deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution du marché ou à compter de la notification de la conclusion d'un marché subséquent, le cas échéant.